



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation
CSA-SD de repli
Mardi 7 avril 2026

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-D,

La carte scolaire qui se prépare pour la rentrée 2026 est vécue, dans nos écoles, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail. Avec une dotation négative de 80 ETP dans le 1^{er} degré, c'est dans les faits 127 fermetures de classes qui sont envisagées aujourd'hui. Nous dénonçons l'utilisation de nos élèves, nos écoles, nos collègues comme variables d'ajustement budgétaire.

Nous manquons de tout : de médecins scolaires, de médecins du travail, d'infirmiers scolaires, de RASED complets, d'AESH, de remplaçants... vous-mêmes en DSDEN vous manquez d'agents. Un certain humoriste disait, il y a fort longtemps : « dites-nous de quoi vous avez besoin, on vous expliquera comment vous en passer ! ». Nous y sommes et cela n'a rien de comique.

Les mesures de carte scolaire présentées aujourd'hui sont toujours très attendues par les équipes, et auront des conséquences concrètes et immédiates sur le fonctionnement des écoles et établissement de notre département, ainsi que sur le moral de nos collègues. Ils vont se projeter sur la prochaine rentrée, tout en poursuivant celle en cours. L'école publique laïque fait encore les frais d'une priorisation gouvernementale autre que celle des services publics et fort éloignée de toute cohésion sociale. Les personnels qui font tourner cette Ecole vont préparer leur rentrée avec des moyens bien en-deçà des besoins. Nous répétons que celle-ci n'a jamais été aussi périlleusement budgétisée, et participe à entretenir un climat scolaire morose et sous haute tension. L'Unsa Education dénonce l'ampleur des suppressions de postes prévues. Cela ne relève pas d'un rejet de principe, mais s'appuie sur une analyse attentive des conditions de travail actuelles dans les écoles, telles qu'elles nous sont régulièrement remontées par les équipes. Car oui, à l'Unsa Education, nous sommes à l'écoute de nos collègues et nous pouvons le dire encore aujourd'hui, même si cela semble répétitif : sur le terrain, la souffrance est bien réelle.

Ce budget 2026 qui dicte les décisions de carte scolaire, nous semble appartenir à une autre époque, tant les évolutions des enjeux sociétaux concernant notre jeunesse, pourtant bien réelles, sont ignorées. Alors qu'ils devraient mobiliser toute la société. Aligner la baisse démographique et les suppressions de postes. Voilà le choix mathématique qui a été fait. Profitant de l'aubaine de la baisse démographique française, notre Ministre fait le choix de l'économie, plutôt que celui de la qualité. Nous aurions préféré un choix en adéquation avec les déclarations qui affirment que l'Education est une priorité.

Depuis quelques années s'est amorcée une diminution globale du nombre d'élèves. Cette tendance devrait être une chance pour l'école de la République. Ce devrait être l'opportunité de réduire notablement et durablement le nombre d'élèves par classe afin d'améliorer les conditions d'apprentissage et de réussite de tous les élèves.

Ce devrait être l'opportunité d'accroître le nombre d'enseignants spécialisés.

Ce devrait être l'opportunité d'augmenter le nombre de remplaçants afin de voir renaître une vraie formation continue de qualité, avec des échanges de pratiques dédiés, et des stages longs, notamment sur la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers.

Ce devrait être l'opportunité de permettre un meilleur équilibre vie pro/vie perso en autorisant toutes les demandes de temps partiel à la quotité voulue, toutes les demandes de disponibilité...

Des investissements à la baisse se traduisent concrètement sur le terrain par la dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des personnels. L'école en avait-elle besoin ou pouvait-elle se le permettre ? A l'Unsa Education, nous affirmons que NON. Les personnels croulent sous une accumulation d'exigences, toujours plus élevée au regard de la complexification de la société. Ils sont sommés de répondre à des attentes qu'ils ne peuvent satisfaire car ils ne disposent ni du temps ni des moyens requis. Les personnels sont de plus en plus en surmenage, en proie aux tensions entre leur professionnalisme et la réelle possibilité d'accomplir leur mission. Le mal-être grandit au fur et à mesure de la dégradation des conditions de travail. L'éducation de nos enfants ne peut pas se faire sur la souffrance des personnels. Elle ne doit pas être décrite comme une charge financière mais bien au contraire comme un investissement sur l'avenir.

Sur le terrain, nous savons bien ce que cela signifie : des classes à multiples niveaux, moins de temps pour chaque élève, une inclusion toujours plus dégradée, des directrices/directeurs et des équipes contraintes de « faire toujours plus avec toujours moins ». Pour ouvrir, il faut fermer encore plus de postes ailleurs. C'est une logique purement comptable, à rebours de tous les discours officiels sur la réussite de chaque élève, l'école pour tous, la proximité avec les familles.

À cela s'ajoute l'évolution des politiques éducatives, notamment dans le cadre de l'école inclusive, qui modifie profondément les conditions d'exercice du métier, sans que les moyens soient systématiquement au rendez-vous.

La suppression de postes de maître E est un signal très négatif d'autant plus lorsqu'il est couplé à des départs en formation CAPPEI restreints et renvoie à des années sombres concernant le démantèlement des RASED.

Les PAS, qui se mettent en place depuis l'an dernier, ont déjà comme premier effet de ponctionner la dotation existante. Nous l'avions déjà dénoncé l'an dernier. Le ministère continue malgré tout dans cette logique : il dégrade l'encadrement classique pour mettre en œuvre d'autres dispositifs. Nous tenons à rappeler qu'une classe n'est pas une juxtaposition d'individus. Autre point d'exaspération concernant les PAS, c'est l'utilisation des moyens de la carte scolaire public pour financer le privé. L'Unsa Education s'oppose farouchement à cette intervention des PAS dans les établissements privés sous contrat alors que tous les postes sont pris sur la dotation des établissements publics. C'est un non-sens et nous rappelons notre positionnement qui est clair : « A écoles publiques, fonds publics. A écoles privés, fonds privés. » Sans compter, que ces établissements se revendiquent déjà comme prioritaires car n'ayant pas de RASED.

Nous l'avons vu, le climat scolaire ne repose pas uniquement sur les comportements individuels, mais aussi sur les conditions concrètes d'encadrement, d'organisation et de fonctionnement des classes. Notre fédération insiste : quand les besoins éducatifs sont élevés, une fermeture sèche est un désengagement de l'Etat. Nous demandons que soient donnés à l'Ecole les moyens d'accueillir, éduquer et accompagner les élèves selon la complexité des besoins de la société d'aujourd'hui et de demain. Nous voulons construire l'avenir, sans compter les postes. Les personnels et les élèves ont besoin de soutien et de sérénité. Nous continuerons à porter ces constats et ces alertes, dans l'intérêt des personnels, des élèves et du service public d'éducation. Et nous continuerons à vivre, travailler et enseigner de notre mieux, à tenir le coup...

L'Unsa-Éducation alerte une nouvelle fois « l'institution Éducation nationale » par votre

intermédiaire. Nous sommes pleinement conscients du cadre dans lequel s'inscrit cette instance et des marges de manœuvre qui sont les vôtres. Cependant, nous souhaitons comme vous garantir des conditions d'exercice des personnels et d'apprentissage des élèves des plus justes et des plus dignes dans nos écoles et nos établissements, où que ce soit sur notre territoire. Quel que soit leur lieu de vie, nous leur devons une éducation de qualité !

L'Unsa-Éducation sera particulièrement vigilante quant aux mesures proposées aujourd'hui et continuera à défendre une école publique de qualité et respectueuse des personnels, et si notre vote risque fort de ne pas être « POUR », nous tenons toutefois à saluer le travail effectué par les services de la DSDEN, qui ne sont pas responsables de la politique gouvernementale. Nous nous félicitons également de la tonalité du groupe de travail préparatoire qui a permis d'identifier les écoles « sous surveillance », sous-entendu avec un risque de fermeture de classe ou d'ouverture de classe. Nous remercions les services, pour la qualité des échanges et nous saluons leurs travaux.

Enfin, M. Ribaud, aujourd'hui se tient le dernier CSA-D du Pas de Calais sous votre présidence, avant votre départ. Nous tenions à l'Unsa Education à vous remercier pour les échanges que nous avons pu avoir ces dernières années que ce soit pour la carte scolaire comme aujourd'hui mais aussi pour des situations personnelles de collègues. Bien entendu, chacun dans notre rôle, nous avons défendu nos mandats mais toujours dans l'écoute et la bienveillance. Le dialogue social était de mise et de nos jours, c'est une denrée précieuse. Nous vous souhaitons bonne continuation dans votre nouveau département.

Merci pour votre écoute et votre attention.